



**PRÉFET
D'ILLE-
ET-VILAINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

UNITÉ DÉPARTEMENTALE D'ILLE-ET-VILAINE

Rennes, le 06 JUIN 2025

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

au Préfet d'Ille-et-Vilaine

Affaire suivie par : Frédéric MEUNIER

Tél : 02 90 02 67 45

frederic.meunier@developpement-durable.gouv.fr

UD35/2025-199

n° AIOT : 0055-017297

Objet : PAPREC sis 89, Route Nationale, au RHEU (35650)
Porter à connaissance de modifications du 29/07/2024

Réf. : Article L. 181-14 du code de l'environnement

PJ : Proposition de prescriptions complémentaires

Par courriel du 29 juillet 2024, la société PAPREC a transmis au préfet un dossier de porter à connaissance d'un projet de modification en vue de l'installation d'une cuve de carburant enterrée de 120 m³ et l'augmentation du volume de bois stocké et de verre entraînant une réorganisation des stockages.

Le présent rapport examine le caractère substantiel ou non de la modification et propose les suites à donner. Il vaut également réponse à la procédure dite du cas-par-cas prévue par l'article R.122-2 du code de l'environnement.

1. PRÉSENTATION DE LA SOCIÉTÉ ET SITUATION ADMINISTRATIVE DU SITE

Nom : PAPREC GRAND OUEST

Contact : Chloé EMERY (Ingénieure Environnement)
chloe.emery@paprec.com

Adresse de l'établissement : 89, Route Nationale 35 650 LE RHEU

SIRET : 381 830 850 00180

Code APE : 38.32 Z

Horaires d'ouverture : 9h – 12h et 14h - 17h (fermé le mercredi)

Mél. : UD35.dreal-bretagne@developpement-durable.gouv.fr

L'Armorique - 10, rue Maurice Fabre - CS 96515 35065 Rennes CEDEX

1/7

La société PAPREC exploite, au RHEU (35650) :

- une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois ;
- une installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses ;
- une installation de traitement de déchets non dangereux.

Au titre des ICPE, ces installations ont été autorisées par arrêté préfectoral du 18 juillet 2014 et arrêtés préfectoraux complémentaires des 24 mars 2016 et 2 mai 2019.

2. PRÉSENTATION DU PROJET DE MODIFICATION

2.1. Description du projet

Les modifications envisagées sur le site sont les suivantes :

- l'installation d'une cuve de carburant (gasoil) enterrée de 120 m³ ;
- l'augmentation du volume de carburant (gasoil) distribué grâce à la station-service ;
- l'augmentation du volume de bois stocké ;
- l'augmentation du volume de verre stocké.

Les deux dernières évolutions entraînent une réorganisation des stockages.

2.2. Porter-à-connaissance antérieurs

Pour information, depuis l'autorisation initiale du 18 juillet 2014, l'exploitant avait déjà porté à la connaissance du préfet les modifications suivantes :

07/01/2015	Extension du site et bâtiment supplémentaire → APC du 24/03/2016
29/10/2018	Extension de l'origine géographique des déchets → APC du 02/05/2019
10/08/21	Construction de bunker et auvent métallique pour réception et tri de DEEE, piles et accumulateurs → Donné acte le 25/04/2023

2.3. Évolution du classement réglementaire

L'application des modifications demandées entraînerait l'évolution suivante du tableau de classement des activités :

Rubrique	Libellé	Niveau d'activité et régime actuels (arrêté préfectoral du 18/07/2014)	Niveau d'activité et régime avec les modifications
2718-1	installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t	35 tonnes A	35 tonnes A
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. 1. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j	300 t/j A	300 t/j A

3550	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540 dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte	110 t A - IED	110 t A - IED
2714-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m ³	13 700 m ³ A - Papiers/cartons et plastiques : 3 900 m ³ - Déchets ménagers recyclables : 7 700 m ³ - Bois : 2 100 m ³	15 600 m ³ E Augmentation de 1 900 m ³ du volume de bois stocké changement de régime évolution de la nomenclature par décret n°2018-458 du 8 juin 2018 : le régime d'autorisation a été supprimé au profit du régime de l'enregistrement
2716-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m ³	540 m ³ D C	540 m ³ D C
4734-2 c	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution La quantité totale susceptible d'être présente étant supérieure ou égale à 50t, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total	51, 3 t D C - Cuve gasoil : 40 m ³ - Cuve fioul : 20 m ³	51, 3 t D C - Cuve gasoil : 40 m ³ - Cuve fioul : 20 m ³
2711-2	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques. Le volume susceptible d'être entreposé étant supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³	500 m ³ D	500 m ³ D
2713-2	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux non dangereux à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. La surface étant inférieure à 100 m ²	250 m ² D	250 m ² D

2715	Transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 250 m ³	30 m ³ NC	500 m ³ D Augmentation de 470 m ³ de verre stocké en raison d'un nouveau marché de Rennes Métropole. changement de régime Passage de non classable à déclaration
------	--	-----------------------------	--

En l'absence de prélèvement ou de rejet d'eau directs au milieu naturel, l'établissement ne relève pas d'une des rubriques IOTA.

3. RÉFÉRENCES RÉGLEMENTAIRES POUR LES MODIFICATIONS DES INSTALLATIONS AUTORISÉES

Le dossier de porter à connaissance a été déposé par l'exploitant au titre de l'article L. 181-14 du Code de l'environnement, qui stipule notamment :

« Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-31. »

Il convient de considérer une modification comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14 susvisé, si elle satisfait à au moins l'une des trois situations fixées par l'article R. 181-46.I du code de l'environnement rappelées ci-dessous :

« la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2

2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement [arrêté ministériel du 15 décembre 2009 fixant certains seuils et critères mentionnés aux articles R. 512-33, R. 512-46-23 et R. 512-54 du code de l'environnement]

3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale. »

Enfin, pour toute autre modification notable, il y a lieu de se reporter aux dispositions fixées à l'alinéa II de l'article R. 181-46 du code de l'environnement rappelées ci-après :

« II. Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45 [arrêté préfectoral complémentaire]. »

Par ailleurs, la définition d'une extension au regard du R. 181-46-1 du code de l'environnement a été précisée par la Direction Générale de la Prévention des risques. Doit être considérée comme une extension d'une installation classée pour la protection de l'environnement :

- une nouvelle activité permanente, indépendamment d'éventuels changements de nomenclature d'une activité déjà existante ;
- une extension de capacité, dans l'unité de mesure de la nomenclature ;
- une extension géographique ayant un impact sur l'usage du sol au-delà des limites précédentes de l'exploitation.

4. CARACTÈRE SUBSTANTIEL OU NON DE LA MODIFICATION

4.1. Classement ICPE et IOTA

Les évolutions concernent les rubriques ICPE 2714-1 et 2715.

La situation administrative du site vis-à-vis de ces rubriques serait donc modifiée comme suit.

Rubrique		Nature des installations et volumes d'activités	Clé	Evolution
N°	Intitulé			
2714-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois	15 600 m ³	E	Augmentation de 1 900 m ³ du volume de bois stocké
2715	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre	500 m ³	D	Augmentation de 470 m ³ de verre stocké

Les modifications demandées ne conduisent donc pas à l'ajout de nouvelles rubriques A ou E dans le tableau de classement. Pour la rubrique 2714-1, l'augmentation de stockage pour le bois (1 900 m³) dépasse en elle-même le seuil de classement de l'enregistrement (1 000 m³).

Ni l'augmentation de capacité du stockage de carburant, ni celle du volume de bois stocké n'entraîne de modification du classement au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

4.2. Positionnement par rapport au R.122-2

Le site PAPREC du RHEU est une installation existante. Elle assure le transit, le regroupement et le tri de déchets dangereux ainsi que le traitement de déchets dangereux sous le régime de l'autorisation (A). Cette installation assure aussi le transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois sous le régime de l'enregistrement (E).

En raison de l'augmentation de 1 900 m³ de stockage de bois, celle-ci dépasse le seuil de l'enregistrement (E), à savoir 1 000 m³. De fait, l'exploitant a déposé une demande d'examen au cas par cas, le 17 décembre 2024. Rappelant que le site Paprec Grand Ouest Le Rheu est déjà autorisé pour des activités de gestion de déchets et arguant du fait que le projet n'aura pas d'impact supplémentaire sur l'environnement et que des mesures sont

déjà prises pour prévenir tout incident, l'exploitant estime que les dangers liés au projet restent identiques à ceux existants. Il considère donc que les modifications envisagées peuvent être considérées comme non substantielles.

L'inspection des installations classées rejoint l'analyse de l'exploitant (cf. argumentaire du § 4.4).

4.3. Vis-à-vis des critères de l'arrêté ministériel de 15 décembre 2009

L'arrêté du 13 décembre 2019 a abrogé l'arrêté du 15 décembre 2009 fixant certains seuils et critères mentionnés aux articles R. 512-33, R. 512-46-23 et R. 512-54 du code de l'environnement. Il n'y a donc actuellement aucun arrêté du ministre de l'environnement définissant de seuils et critères au titre du R.181-46 I critère 2.

La modification n'est donc pas substantielle au titre du critère 2 du R.181-46 I.

4.4. Dangers et inconvénients supplémentaires par rapport aux intérêts visés par l'article L.181-3

Le Porter-à-Connaissance expose une activité existante de transit, regroupement et tri de déchets dangereux et de traitement de déchets non dangereux, une existence préalable des activités appelées à se développer, la présence de surfaces déjà imperméabilisées.

L'augmentation de l'activité relative au transit, regroupement ou tri de bois augmente, en effet, les risques et en particulier celui relatif à l'incendie. L'exploitant a prévu des mesures organisationnelles et des moyens matériels spécifiques pour atténuer ce risque. De plus, des mesures préventives et de protection sont déjà mises en place pour des risques plus importants.

Ainsi, sous réserve de l'application des mesures proposées par l'exploitant, il convient de considérer que l'évolution des risques, nuisances et impacts générés par l'établissement n'est pas substantielle.

5. EXAMEN DE LA DEMANDE AU TITRE DE LA PROCÉDURE DITE CAS-PAR-CAS, DE L'ARTICLE R.122-3-1

Compte-tenu de l'examen de la demande de modification tel qu'exposé dans la partie précédente de ce rapport ; il apparaît à ce stade que ni les caractéristiques du projet, ni sa localisation, ni ses incidences potentielles ne sont de nature à devoir engager une procédure d'autorisation environnementale.

6. PROPOSITIONS DE L'INSPECTION

Par courriel du 29 juillet 2024, la société PAPREC a transmis au préfet un dossier de porter à connaissance d'un projet de modification en vue de l'installation d'une cuve de carburant enterrée de 120 m³ et l'augmentation du volume de bois stocké et de verre entraînant une réorganisation des stockages.

Afin d'apprécier le caractère substantiel de la modification projetée et déterminer les impacts du projet de modification sur les prescriptions fixées par arrêté préfectoral, le dossier doit contenir l'ensemble des informations utiles à son instruction.

Le dossier contient tous les éléments attendus. Après examen, l'inspection des installations classées considère que cette modification est notable mais non substantielle. Cependant, les modifications présentées touchent aux intérêts protégés par les autorisations visées par l'article L.182-2 du Code de l'Environnement dont tient lieu l'autorisation environnementale.

Il convient donc d'encadrer le projet de l'installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de bois par arrêté préfectoral complémentaire afin d'établir les nouveaux volumes prévus, d'acter l'évolution du changement de régime du fait du changement de la nomenclature issu du décret n°2018-458 du 8 juin 2018 et de prendre en compte les évolutions réglementaires relatives aux garanties financières.

L'arrêté préfectoral complémentaire comportera donc :

- une modification de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 18/07/2014, soit le tableau des rubriques, en faisant évoluer les rubriques 2714-1, 2715 et 1435 et en ajoutant la rubrique 4734-1 ;
- une suppression de l'article 1.5.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 juillet 2014 relatif aux garanties financières ;
- une modification de l'article 7.2.5 de l'arrêté préfectoral du 18/07/2014 relatif aux moyens de lutte contre l'incendie ;
- une modification du tableau des stocks (annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 18/07/2014).

Ainsi, conformément aux articles R.181-46 (dernier alinéa du II) et R.181-45 du Code de l'Environnement, l'inspection des installations classées propose donc à Monsieur le préfet :

- d'indiquer à la société PAPREC qu'il ne s'agit pas d'une modification substantielle nécessitant une nouvelle autorisation environnementale ;
- d'encadrer cette modification par l'arrêté préfectoral fixant des prescriptions complémentaires ci-joint au présent rapport ;
- de recueillir, sous un délai de quinze jours, les observations de l'exploitant sur ce projet d'arrêté, conformément à l'article R.181-45 du Code de l'Environnement.

Enfin, comme le permet le dernier alinéa de l'article R.181-45 du Code de l'Environnement, l'inspection propose de ne pas consulter la CODERST sur ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

Rédigé par

Vérifié par

Approuvé par

L'inspecteur de l'environnement,
spécialité installations classées

Frédéric MEUNIER

Frédéric MEUNIER

Vu et transmis pour approbation

Copies : SPPR, UD35, Chrono